

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2402 - 15 août 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Contre le gouvernement  
au service du patronat  
Les travailleurs  
doivent se faire  
entendre**

**Chaos en Ukraine, en Irak et à Gaza**

**La responsabilité  
des grandes puissances**

**Leur société**

- p.4 ■ Reprise économique en France?
- Les leures de l'Espagne
- Conseil constitutionnel : le gardien du temple
- Profits records du CAC 40 : le coût du capital
- p.5 ■ Droite et gouvernement contre le logement social
- Loi sur le gaspillage : que du vent
- p.9 ■ Virus Ebola : la rançon de la misère
- Chikungunya : les gesticulations du gouvernement
- Établissement français du sang-Marseille : pénurie de sang ou de personnel ?

**Dans le monde**

- p.6-7 ■ Irak : l'impérialisme a créé le chaos
- Gaza : guerre sans fin contre les Palestiniens
- Israël : la droïtisation de la société et ceux qui la dénoncent
- Turquie : élection présidentielle, après Erdogan, Erdogan
- Mozambique
- p.12 ■ Ukraine : un pays dévasté par la guerre, le nationalisme et les grandes puissances
- L'embargo des uns... et des autres
- Russie : le coût de l'embargo

**Il y a 80 ans**

- p.8 ■ États-Unis : grèves de Minneapolis

**Dans les entreprises**

- p.10 ■ RATP – Bus parisiens, embauche d'intérimaires : insécurité et pénurie
- Aéroports en voie de privatisation
- Snecma – Genevilliers : la direction veut censurer la CGT
- p.11 ■ Abattoir Gad – Josselin : manifestation contre les licenciements
- PSA (Moselle) : attaques tous azimuts contre les travailleurs
- PSA – Sochaux
- SNCF – Picardie : non aux suppressions de postes !

# Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Depuis déjà un mois et jusqu'à la fin d'août, les militants de Lutte Ouvrière viennent à votre rencontre dans toutes les régions du pays. Pour mieux comprendre la situation actuelle dans le monde et dans le pays, ce ne sont pas les sujets à discuter qui manquent.

Il y a Gaza et les causes de cette guerre qu'il faut comprendre, où se trouvent les responsabilités, celles d'Israël et des grandes puissances. En ces jours de commémorations du début de la Première Guerre mondiale, ne faut-il pas se demander pourquoi cela a été possible et dénoncer la responsabilité du système capitaliste qui en est à l'origine ?

Il nous faut aussi discuter de la situation qui est faite aux travailleurs, du chômage et de la précarité qui atteignent des records, des salaires qui baissent. Les travailleurs n'y sont pour rien, c'est la classe capitaliste qui veut faire payer à tous les conséquences de la crise de son système.

Alors, pour discuter de tous ces sujets et de bien d'autres encore, venez nous rencontrer dans nos villes-étapes dont nous publions la liste ci-dessous.



## Aquitaine

Jeudi 14 août : Bergerac

Vendredi 15 août : Libourne

Samedi 16 août : Brive

## Provence

Jeudi 14 août : Aix-en-Provence

Vendredi 15 août : Vitrolles

Samedi 16 août : Arles

## Poitou – Charentes

Lundi 18 août : Cognac

Mardi 19 août : Rochefort

Mercredi 20 août : Saintes

Jeudi 21 août : Poitiers

Vendredi 22 août : Châtellerauld

Samedi 23 août : Blois

## Savoie – Ain

Lundi 18 août : Chambéry

Mardi 19 août : Albertville

Mercredi 20 août : Annecy

Jeudi 21 août : Oyonnax

Vendredi 22 août :

Villefranche-sur-Saône

Samedi 23 août :

Bourg-en-Bresse

## Pas-de-Calais

Lundi 18 août : Cambrai

Mardi 19 août : Amiens

Mercredi 20 août : Arras

Jeudi 21 août : Dunkerque

Vendredi 22 août :

Boulogne-sur-Mer

Samedi 23 août : Saint-Omer

## Lorraine

Lundi 18 août : Metz

Mardi 19 août : Thionville

Mercredi 20 août :

Sarreguemines – Farébersviller

Jeudi 21 août : Nancy

Vendredi 22 août :

Saint-Avold – Forbach

Samedi 23 août :

Longwy – Hayange

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Dépôt légal août 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## Leur égalité et la nôtre

À peine Manuel Valls avait-il déclaré, à destination du patronat, sa volonté de mettre en place « *le pacte de responsabilité, tout le pacte de solidarité, et même au-delà* », que le Conseil constitutionnel annonçait qu'il annulait l'article premier de ce pacte, considérant qu'il était contraire à la Constitution. Le prétexte invoqué valait son pesant de cacahuètes. Le texte proposé par le gouvernement n'aurait pas respecté le principe d'égalité, du fait qu'une partie des salariés seraient un peu moins taxés que d'autres ! En réalité, cette mesure avait été décidée in extremis par le gouvernement pour tenter de corriger, très à la marge, le fait que ce pacte de solidarité favorisait tellement les patrons que c'en était trop choquant.

Ce Conseil constitutionnel, organisme non élu, composé dans sa majorité de personnalités de droite, parmi lesquels d'anciens présidents de la République comme Chirac, Sarkozy, et de quelques notables moins connus, a donc choisi, cette fois, une posture de gardien de l'égalité. Pas gênés ! Comme si l'égalité était de règle dans ce pays, pas plus que dans d'autres d'ailleurs.

Mais quelle égalité y a-t-il entre un grand patron et ses salariés ? Pas seulement sur le plan matériel, mais en droit. Un patron peut décider de les licencier, en partie ou totalement, pour transférer ses capitaux dans d'autres régions, dans d'autres pays, voire les utiliser pour spéculer. Les salariés n'ont d'autre choix que de chercher un autre emploi, et de s'inscrire à Pôle emploi, rejoignant les millions de ceux qui y sont déjà. Cela est parfaitement légal, tout à fait constitutionnel.

De façon plus générale, cette inégalité est présente à tous les niveaux, et régit tous les aspects de la vie sociale. Ceux qui détiennent les capitaux décident de qui aura un travail et qui n'en aura pas. Ils ont même le pouvoir, de fait, de déterminer les taux des salaires en jouant sur la concurrence créée par le chômage, même lorsqu'il existe, comme en France, un timide encadrement des salaires minimums, de plus en plus contourné par nombre de patrons.

Quand les « sages » – c'est ainsi que, sans rire, on appelle les membres du Conseil constitutionnel – invoquent l'égalité, cela paraît, pour toute personne

douée de bon sens, d'un ridicule absolu. Mais pas pour Valls et ses ministres qui, comme des élèves appliqués, ou des domestiques attentifs, ont obtempéré, annonçant aussitôt qu'ils allaient revoir leur copie afin que ce pacte fonctionne comme prévu, à la date prévue, avec la somme prévue, en faveur du patronat. Chose promise, chose due.

La guéguerre que mène la droite, par Conseil constitutionnel interposé, contre le gouvernement socialiste est une guerre en dentelles, les deux camps étant au service du même maître, le patronat. Elle est sans enjeu pour le monde du travail. Mais elle est révélatrice.

En particulier, elle montre que les travailleurs ne devront compter que sur eux-mêmes pour faire respecter leurs droits. Il n'est pas juste ni légitime en effet que le patronat dispose d'une totale liberté de licencier, en créant de nouveaux chômeurs. Pour faire cesser cette injustice criante, il faudra exiger et imposer l'interdiction des licenciements avec maintien intégral des salaires.

Il n'est pas acceptable non plus qu'une partie des salariés soient contraints de s'éreinter au travail, subissant des conditions de travail de plus en plus dures, tandis que d'autres sont au chômage. Il faudra, là encore, imposer que le travail soit réparti entre tous les bras valides, afin de ne pas laisser une partie de la classe ouvrière sans travail et sans revenu.

Et, face à ceux qui essaient de nous enfumer en prétendant qu'il n'y aurait pas d'autre choix possible, exigeons d'aller voir. C'est d'autant plus nécessaire qu'à l'évidence le patronat et ses complices mentent. Les grands patrons crient famine, alors que dans le même temps ils étalent une opulence stupéfiante et affichent des profits indécents. Il faut exiger et imposer le contrôle des comptes du grand patronat.

C'est sur de telles bases que le monde du travail peut imposer ses droits face à ceux que s'arrogent nos exploiters.

Cela suppose de créer un rapport de force. Mais, tout comme les adversaires du monde du travail ont un plan, soutenu par le gouvernement secondé par la droite, les travailleurs doivent avoir le leur.

### • Pacte de responsabilité

## Ça va continuer

Hollande et Valls ont donc été désavoués par le Conseil constitutionnel qui considère que, dans le pacte de responsabilité, les abattements de cotisations sociales prévues pour les salariés touchant de 1 à 1,3 fois le smic sont contraires à la Constitution. L'argument avancé par les membres du Conseil constitutionnel, c'est que le

principe d'égalité ne serait pas respecté puisque ces salariés payeraient moins de taxes que les autres. C'est d'autant plus ridicule qu'à terme cet allègement de cotisation sera une incitation pour les patrons à embaucher à des tarifs plus bas qu'actuellement et à masquer ainsi leur politique de baisse des salaires.

Par contre, le Conseil ne

voit rien d'inconstitutionnel ni d'inégalitaire dans les cadeaux faits dans le pacte de responsabilité aux patrons. Et pourtant, alors que le prétendu cadeau aux salariés les plus modestes se montait à 2,5 milliards d'euros, celui fait aux patrons, avec la suppression des cotisations familiales patronales, se monte à trente milliards d'euros,

douze fois plus. À ces milliards il faut encore rajouter les vingt milliards de réduction d'impôt accordés au patronat sous la forme du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). D'un côté 50 milliards et de l'autre 2,5 milliards, mais cela faisait encore trop.

La mesure censurée était la seule apparaissant comme

un geste en direction d'une fraction de salariés, et elle avait d'ailleurs été rajoutée in extremis pour répondre aux critiques contre un pacte de responsabilité trop favorable au patronat. Les « sages », eux, trouvent qu'on n'est jamais assez favorable aux patrons.

Alain CHEVARD

## • Reprise de l'économie en France

# « Ce soir j'attends Madeleine... »

**Les chiffres de la production industrielle française du deuxième trimestre publiés par l'Insee sont en recul. Ils seraient revenus à leur niveau de 1994. Les commentateurs et autres dirigeants politiques s'inquiètent donc, ou font semblant de s'inquiéter, de cette « panne » de l'économie française qui contredit les hasardeux cocoricos de Hollande, assurant dans son discours du 14 juillet que « la relance [était] là ».**

La production a reculé dans tous les grands secteurs industriels et, dans le bâtiment, la chute se prolonge. Les économistes employés par les banques prévoient un résultat de l'année 2014 en stagnation. L'un d'entre eux, au service de la Deutsche Bank, explique cette situation par le fait que « la France doit

*faire un double ajustement en même temps: réduire le déficit public et rétablir la santé financière des entreprises en modérant les salaires ».*

Sauf que l'État réduit déjà ses dépenses, au détriment des services publics et des salaires des fonctionnaires, et en supprimant au passage des milliers

d'emplois; le patronat grand et petit « modère » les salaires, en les bloquant purement et simplement, ou en allongeant les horaires de travail, en licenciant, en transformant les emplois fixes en emplois précaires, sous-payés.

La consommation des familles de travailleurs, où se glissent de plus en plus de jeunes ou de seniors au chômage, stagne ou même régresse. Et si les statistiques affichent une légère augmentation de la consommation entre avril et juin, l'Insee l'attribue... aux dépenses de

chauffage dues à un printemps froid.

Quant aux investissements productifs, les capitalistes les dédaignent autant que possible pour multiplier leurs profits dans la spéculation financière.

Les chiffres sont les chiffres, dit-on. Mais il y a plusieurs façons de les interpréter et de les utiliser. Il est possible que l'économie peine, au regard de celle des pays voisins. Mais le débat actuel n'est pas innocent. Le bilan de l'économie française sert de prétexte à ceux qui, du côté de la droite et du

patronat, reprochent au gouvernement socialiste sa politique trop timorée en matière de réduction du prix du travail. Elle sert aussi de prétexte au gouvernement pour justifier ses mesures en faveur du patronat, dont la dernière mouture est le pacte de responsabilité.

Mais, relance ou pas, on ne peut espérer la réduction du nombre de chômeurs ni l'amélioration du pouvoir d'achat des classes populaires. Ce n'est pas l'objectif poursuivi par les dirigeants.

Viviane LAFONT

## — Les leurres de l'Espagne

Après avoir été pendant plusieurs années l'un des moutons noirs des pays européens, avec sa crise de l'immobilier, son endettement, ses faillites en cascade, ses scandales financiers, l'Espagne est présentée aujourd'hui comme un des symboles du redressement économique possible.

Le gouvernement espagnol n'en finit pas de répéter que l'austérité imposées aux classes populaires, les bas salaires, la précarité, les licenciements, les coupes claires dans les budgets sociaux ont fini

par avoir des résultats. Les affaires reprennent, paraît-il. La croissance n'ayant été que de 0,1 % au dernier trimestre 2013, cette convalescence n'est donc pas fulgurante. En tout cas elle ne se traduit nullement par l'augmentation du pouvoir d'achat des classes populaires pour qui la pauvreté s'accroît. Si les entreprises espagnoles retrouvent une petite place au soleil, c'est lié aux salaires qui ne cessent de baisser.

De ce fait, reprise ou pas, la demande intérieure continue de reculer. L'embellie dont on parle vient en réalité

du développement des transactions sur les marchés extérieurs où des sociétés sont redevenues compétitives. Un autre atout pour les capitalistes d'Espagne est l'existence de réseaux bancaires et financiers présents dans toute l'Amérique latine auxquelles s'ajoutent aujourd'hui de plus récentes relations avec l'Afrique du Nord et l'Asie.

Mais cette possibilité de développement sur des marchés extérieurs repose sur des bases fragiles. D'ores et déjà le développement, encore limité, de la crise en Argentine

inquiète les milieux financiers et les dirigeants espagnols. Si demain le Brésil, le Chili et d'autres pays traversaient des périodes de turbulences, les propos sur la reprise en Espagne auront fait long feu. Les capitalistes espagnols essaieront alors de se sauver en exploitant toujours plus ceux qui produisent les richesses du pays. C'est si vrai que, reprise ou pas, le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy prépare de nouvelles réformes du droit du travail, exigées par le patronat.

Henriette MAUTHEY

## • Profits records du CAC 40

# Le vrai coût du capital

Les entreprises du pays ayant les plus grosses capitalisations, celles du CAC 40, viennent de publier leurs résultats pour les six premiers mois de l'année (un exercice obligatoire pour informer leurs actionnaires). Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles ont connu un très bon début d'année. À part la banque BNP Paribas, qui a dû provisionner plus de six milliards d'euros pour payer une amende record aux États-Unis, leurs bénéfices sont en hausse de 18 % et se montent à 28 milliards d'euros!

Pour certaines de ces entreprises, il y a même une explosion des profits par rapport à l'année dernière. Ainsi les bénéfices de Renault sont passés de 39 millions d'euros au premier semestre 2013 à 749 millions en juillet de cette année, idem pour GDF Suez ou pour Saint-Gobain.

Comme le constate un analyste financier qui commentait ces résultats: « Ce qui est encourageant, c'est que la croissance ne ralentit pas. Le bilan global est plutôt satisfaisant avec des marges opérationnelles qui se tiennent bien. »

Les entreprises du CAC 40 sont donc bien parties pour faire encore mieux que les 47,7 milliards de profits de 2013 et verser des dividendes encore plus importants à leurs propriétaires. Ce sont pourtant ces mêmes groupes qui, pour la plupart, licencient ou suppriment des emplois en prétextant la concurrence, la crise, la compétitivité, etc. La croissance tant recherchée par Hollande existe en fait, mais seuls en profitent les grands capitalistes.

Arnaud VAUTARD

## • Conseil constitutionnel

# Le gardien du temple

**La dernière décision du Conseil constitutionnel, invalidant une baisse de cotisations sociales pour les salariés et validant un nouveau cadeau au patronat, montre une fois de plus les limites de ce que les possédants appellent la « démocratie ».**

D'après eux et leurs propagandistes, le pays serait régi par la volonté populaire, exprimée démocratiquement au travers des élections. Passons sur le fait que des millions de travailleurs ne participent pas à ce jeu, soit qu'ils n'en aient pas le droit, soit qu'ils en soient dégoûtés. Passons aussi sur la mainmise totale de la bourgeoisie sur tous les médias, sur ses liens avec les politiciens, sur les filtres multiples avec lesquels elle les sélectionne, sur les moyens financiers illimités, publics et privés, grâce auxquels elle les salarie et se les attache. Passons encore sur le mode de scrutin par circonscription qui favorise les partis au pouvoir.

Si malgré tous ces obstacles une loi quelque peu favorable aux salariés venait à être adoptée, le Conseil constitutionnel

est là pour en décréter l'illégalité et proclamer que le droit de propriété capitaliste prime sur le droit à la vie des travailleurs. Tout simplement.

Les neuf membres de ce Conseil, hauts fonctionnaires et politiciens blanchis sous le harnais du capital, et les anciens présidents de la République, membres de droit, ne sont ni élus, ni révocables. Ils sont désignés pour neuf ans par le président de la République, celui du Sénat et celui de l'Assemblée nationale. Ils n'ont de comptes à rendre à personne et leurs décisions sont sans appel. Simplement, ils ont tous à leur actif plusieurs dizaines d'années de bons et loyaux services à la classe dirigeante, preuve de leur fidélité à toute épreuve.

Les possédants, du moins ceux qui rédigent les



constitutions en leur nom, ont donc pris leurs précautions. Ils ne laissent à la « démocratie » que l'apparence du pouvoir et verrouillent l'ensemble du système grâce à la caste des hauts fonctionnaires, dont le Conseil constitutionnel est un

des apanages. Les politiciens ne sont là que pour amuser la galerie et dorer la pilule aux exploités. Valls s'est immédiatement incliné devant la décision du Conseil constitutionnel censurant son pacte de responsabilité.

Paul GALOIS

# Droite et gouvernement contre le logement social

**De mois en mois, la baisse des autorisations de construire et des mises en chantier se confirme. Y compris les programmes de logements dits sociaux sont en recul.**

Selon une enquête de l'USH (Union sociale de l'habitat) qui fédère les organismes d'HLM, 12 000 logements sociaux sont bloqués ou compromis, principalement dans les villes de banlieue qui ont basculé à droite aux dernières élections municipales. En Ile-de-France, c'est le cas notamment à Montgeron, Vernouillet, Athis-Mons, Palaiseau, ou encore à Chelles où la municipalité a fait inscrire sur un chantier : « *Permis de construire annulé par le maire.* »

Ce n'est pas d'aujourd'hui que certaines municipalités, la plupart de droite, refusent la construction de logements sociaux, pour plaire à un électeurat qui répugne à accueillir comme nouveaux voisins des travailleurs et des pauvres. Que la gauche dénonce à juste titre cette complaisance, soit. Mais cela ne fera pas oublier sa propre couardise face à un obstacle bien plus puissant : la poignée de requins de la construction et de l'immobilier pour laquelle un logement n'est construit que s'il rapporte un profit.

Or cela fait des mois – bien

avant les élections municipales – que les indicateurs de la construction de logements sont au rouge. Non seulement le gouvernement n'a rien fait pour réaliser sa promesse de construction de logements ; pire, il s'attaque au financement des logements sociaux déjà programmés. Il vient en effet d'accroître sa ponction dans les

caisses d'Action logement, un fonds alimenté par des cotisations patronales des entreprises de plus de 20 salariés destiné, en principe, à la construction de logements sociaux et à des prêts aux salariés.

Ce fonds, héritier du 1 % logement, ne recueille aujourd'hui qu'environ 0,45 % de la masse salariale des entreprises qui y sont assujetties. Sous Sarkozy, le gouvernement a pris l'habitude de puiser dans cette caisse pour boucher des

trous du budget de l'État. Hollande avait dit qu'il continuerait à ponctionner, mais un peu moins. Aujourd'hui, ce gouvernement remet en cause les engagements pris en novembre 2012 : il va prélever, d'ici à 2019, davantage que prévu pour ... financer le « pacte de responsabilité ». C'est une façon d'avouer que les besoins en logements ne comptent pas, face au besoin de financer le patronat.

Jean SANDAY



## • Loi sur le gaspillage

# C'est du vent !

**À l'initiative de l'UMP, 63 députés ont proposé à la veille des vacances parlementaires une loi pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Ils demandent aux grandes surfaces, de plus de 1 000 mètres carrés, de donner leurs produits invendus aux organisations caritatives, afin, disent-ils, de réduire le gaspillage à 50 %, à l'horizon 2025.**

Il s'agit surtout de denrées qui arrivent à la limite de validité, mais sont encore consommables. Pour les pauvres tout est bon, et qu'importe si certaines denrées perdent du goût, ou ne sont plus aussi savoureuses. Les 3,5 millions de personnes qui bénéficient des aides alimentaires devraient s'en contenter.

En fait la proposition des députés UMP n'est pas une grande nouveauté. Il y a deux ans, 1 400 hypermarchés avaient donné 32 000 tonnes de vivres, ce qui correspond à 64 millions de repas, soit la moitié des repas distribués par les Restaurants du cœur. Aujourd'hui, les grandes surfaces fournissent 31 % des dons aux banques alimentaires, les agriculteurs 24,5 % et les particuliers 13,5 %. La loi proposée ne ferait donc qu'entériner un état de fait, mais sans se préoccuper des problèmes de logistique, dont les transports et le stockage, qui sont, pour les associations, des obstacles souvent difficiles à surmonter.

Et, surtout, la loi proposée n'est pas près d'être appliquée, à supposer qu'elle soit votée. Comme le disait un responsable de la Croix-Rouge française : « *Il y a toujours des craintes, pour nous associations, que ce soit une déclaration un peu incantatoire.* »

Claire DESPLANTES

## fil rouge

### Socialiste de caserne

Interrogé sur le coût des campagnes militaires au Mali et en Centrafrique, Olivier Faure, porte-parole du PS, a admis qu'elles grevaient lourdement le budget de l'État. Et d'ajouter que cela rendait encore plus ténu l'espoir de ramener le déficit budgétaire en dessous de 3 %.

Puis il proposa la solution suivante : ne pas compter le coût des opérations militaires extérieures dans le calcul du déficit présenté aux instances européennes. Et cela au motif que l'armée française défendrait les intérêts bien compris de l'Europe, en Afrique et ailleurs, et que, selon lui, les autres pays de l'Union européenne devraient même verser à la France une participation aux frais.

Massacres aux frais réels, pour faire baisser la facture budgétaire officielle : fallait y penser.

### Profits pour Mittal, chômage pour les travailleurs

ArcelorMittal Europe a annoncé un bon résultat, qu'il attribue aux « gains générés par l'optimisation des coûts et l'amélioration des volumes ».

Pour l'avenir, l'entreprise compte maintenir cette stratégie de « réduction des coûts ».

En d'autres termes, Mittal a l'intention de continuer à augmenter ses profits en licenciant et en augmentant l'exploitation de ceux qui restent.

### Une statue pour Viviani : air du temps ?

Face au modeste buste de Martin Nadaud, symbole des « maçons de la Creuse » qui ont bâti le Paris du 19<sup>e</sup> siècle, la mairie de Bourgueuil (Creuse) vient d'inaugurer une majestueuse statue de

René Viviani, député de ce département de 1910 à 1922.

Cofondateur de *L'Humanité* avec Jaurès, avocat des mineurs grévistes de Carmaux, il rejoint finalement en 1906 le gouvernement antiouvrier de Clemenceau, se faisant par là-même exclure de la SFIO qu'il avait contribué à créer. C'est lui, en août 1914, comme président du Conseil, qui signe l'ordre de mobilisation et envoie à la boucherie des millions de jeunes ouvriers.

Belle façon de promouvoir la « paix » que de célébrer l'un de ceux qui ont décidé de la Première Guerre impérialiste mondiale !

### Censure patronale sur Facebook

La femme d'un travailleur de l'usine Steelcase de Wisches (Bas-Rhin), dont le groupe a récemment décidé la délocalisation, a créé début juillet une page Facebook d'information et de soutien aux salariés. Elle s'intitule « *Steelcase : créateur*

de chômeurs

D'après les *DNA* (le quotidien *Dernières Nouvelles d'Alsace*), cette femme a subi des pressions de la direction de Steelcase lui demandant de « *bien vouloir supprimer ces contenus offensants dans les plus brefs délais.* »

Les patrons n'apprécient jamais que publicité soit faite de leurs mauvais coups.

### Effet de levier

Le Conseil constitutionnel ayant retoqué la seule mesure que le gouvernement destinait aux salariés les plus mal payés, quelques députés « frondeurs » du PS ont demandé qu'on augmente le smic.

Le président du groupe PS à l'Assemblée, Bruno Le Roux, a refusé en disant que cela aurait « *un effet de levier sur tous les salaires.* »

Contraindre les travailleurs à vivre avec des salaires de plus en plus bas, cela a un effet de levier... sur les profits du patronat.

• Irak

## L'impérialisme a créé le chaos

**Bombardements de l'aviation américaine, fourniture d'armes aux Kurdes, visite de Fabius aux chrétiens irakiens, reportages sur les massacres et la situation humanitaire: le déploiement militaire, diplomatique et médiatique vise à faire croire que l'impérialisme, et en premier lieu l'impérialisme américain, intervient en Irak pour y rétablir l'ordre.**

Mais il est le principal responsable du chaos qui ravage ce pays depuis plus de dix ans. Même les milices de l'État islamique qui menacent aussi bien la capitale, Bagdad, que la zone kurde au nord, sont un des produits de la politique de «diviser pour régner» menée par les grandes puissances dans cette région riche en pétrole.

La création et les frontières de l'Irak ont été décidées par la France et la Grande-Bretagne uniquement en fonction de leurs intérêts, au lendemain de la Première Guerre mondiale, lors du dépeçage de l'Empire ottoman. Ces puissances coloniales comptaient, pour assurer leur prédominance, sur les oppositions latentes entre Arabes et Kurdes, chiites et sunnites, musulmans, juifs et chrétiens de multiples

obédiences. Et l'histoire du pays est une succession de coups d'État, de complots, d'exécutions, d'expulsions et de massacres de masse, d'interventions américaines, françaises et anglaises, sur fond de dictature féroce.

Lors de la chute du chah d'Iran, en 1979, le président irakien Saddam Hussein se fit le bras armé de l'Occident dans la région. Équipé en particulier par la France, il entra en guerre contre la République islamique d'Iran, à la fois pour déstabiliser le régime de Khomeini et pour élargir sa propre zone pétrolière sur le golfe Persique. De 1980 à 1988, les deux pays s'épuisèrent dans cette guerre, qui fit de chaque côté des centaines de milliers de morts et des centaines de millions de dollars de destructions.

Mais lorsqu'en 1990 Saddam Hussein voulut se payer directement de ses services en s'emparant du Koweït, une coalition menée par les États-Unis et à laquelle participa la France écrasa l'Irak. Ce fut la première guerre du Golfe. Saddam resta au pouvoir dix ans encore, réprimant les oppositions chiite et kurde et s'appuyant sur les religieux sunnites, cependant que l'embargo économique décidé par les grandes puissances occidentales ruinait l'économie et tuait un demi-million d'enfants.

En 2003, à la suite des attentats du 11 Septembre à New York et de la «lutte contre le terrorisme», le gouvernement américain de Bush fils déclençait une seconde guerre contre l'Irak, pour mieux assaillir son contrôle sur la région. Saddam Hussein était renversé et la coalition occidentale occupait le pays.

Mais vaincre militairement est une chose, faire fonctionner un pays en est une autre. Les occupants avaient beau soutenir un gouvernement irakien



fantôme et chercher l'appui de milices locales, de partis, de groupes religieux ou ethniques, la guerre n'en finissait pas, les révoltes se succédaient. Le départ officiel des troupes américaines en décembre 2011 signait un constat d'échec. Le pays était divisé de fait en régions autonomes contrôlées par des milices rivales en lutte incessante les unes contre les autres.

En 2011, des manifestations populaires eurent lieu contre la dictature de Bachar el-Assad en Syrie. Les groupes intégristes sunnites d'Irak qui s'y étaient réfugiés pour fuir l'occupation américaine se développèrent, soutenus et armés par l'Arabie

saudite et les pays du Golfe, mais aussi par la France, qui appelait alors au renversement d'Assad. Ces milices sont ensuite revenues en Irak, se sont installées dans l'ouest du pays, et aujourd'hui marchent sur Bagdad, terrorisant au passage les populations chiites et chrétiennes.

L'intervention américaine en cours réussira-t-elle à empêcher la victoire des milices de l'État islamique? Même si c'est le cas, le chaos qui a des racines bien plus profondes, liées à la présence et à la politique de l'impérialisme, se maintiendra, se traduisant pour la population par des massacres, la misère, la faim, l'exil.

Vincent GELAS

• Gaza

## La guerre sans fin contre les Palestiniens

**Après plusieurs trêves décidées, puis rompues, des négociations se sont engagées le dimanche 11 août, au Caire, entre Israéliens et Palestiniens. Mais l'armée israélienne reste mobilisée, le blocus de Gaza est maintenu et les massacres du mois écoulé n'ont fait qu'aggraver la situation.**

Netanyahou a déclaré que, bien qu'ayant atteint son objectif, la destruction des tunnels, l'armée israélienne ne se retirerait pas de sitôt. Pour la ministre de la Justice, Tzipi Livni, il faut à présent «démilitariser les organisations terroristes» à Gaza et remplacer le pouvoir du Hamas par celui du Fatah, jugé plus malléable.

Le ministre des Affaires étrangères, un homme d'extrême droite, va plus loin encore, quand il envisage une nouvelle occupation de Gaza. Il n'est pas seul à proposer une telle politique.

Le général Amidror, un ancien haut-conseiller en matière de sécurité de Netanyahou, dit exactement la même chose.

Ainsi, plusieurs voix s'expriment au sommet de l'État israélien pour maintenir, voire amplifier les pressions et les mesures militaires contre les Palestiniens.

Si les négociations au Caire semblent difficiles, ce n'est donc pas à cause de l'intransigeance du Hamas, mais parce que le gouvernement israélien entend poursuivre, si ce n'est aggraver, la politique qu'il mène depuis 2006 à l'encontre des Palestiniens de Gaza.

Après la victoire électorale du Hamas à Gaza en 2006, Israël a décrété un blocus des plus hermétiques, sur terre, sur mer et dans les airs, qui a rendu la situation invivable pour les 1,8 million de Palestiniens emprisonnés sur ce territoire d'à peine 41 km de long sur 6 à 12 km de large. Les Palestiniens de Gaza ne peuvent plus travailler en Israël, alors que le chômage frappe une grande partie de la population. Une zone tampon à la frontière, où étaient auparavant cultivées des terres agricoles fertiles, a été interdite. Les pêcheurs ne peuvent plus s'éloigner des côtes et atteindre les eaux poissonneuses.

La levée du blocus réclamée par les Palestiniens de Gaza serait le minimum. Blocus et offensives

militaires vont d'ailleurs de pair. Il y a eu quatre guerres en huit ans et chacune d'elles a aggravé la situation créée par le blocus. Après la destruction de l'aéroport en 2011, les récents bombardements ont touché la seule

centrale électrique de Gaza, des usines, des hôpitaux, des écoles... Dans de telles conditions, comment les Palestiniens pourraient-ils s'estimer «en paix»?

Pierre MERLET

## Google joue avec les morts

Sur sa plate-forme de jeux, Google a vendu pendant une semaine, fin juillet, un jeu pour smartphone consistant à «bombarder Gaza» en «évitant les civils». Le jeu proposait d'exploser de noires caricatures de «terroristes» se tenant à côté de femmes, un bébé dans les bras. Ce que ne

parvient pas à faire l'armée israélienne, on pourrait le réaliser sur un écran.

Devant les réactions d'internautes indignés, Google a supprimé «Bomb Gaza» de la vente. Restent toujours les bombardements qui eux n'ont rien de virtuel.

V.L.

• Israël

## La droitisation de la société et ceux qui la dénoncent

Un historien israélien déplorant le bombardement de Gaza a déclaré récemment: «Le nationalisme exacerbé est le fruit de la colonisation qui pourrit notre société.» Un journaliste connu, Gideon Lévy, qui ne se déplace plus sans garde du corps,

a dénoncé la politique israélienne et témoigné: «Les gens de gauche ont peur d'aller aux manifestations, d'être frappés. Le mot sionnisme (gauchiste) est devenu la pire des insultes. On ne peut exprimer aucune sympathie ou empathie pour les Palestiniens sans

être menacé. Les vrais racistes, eux, ne se cachent plus.» Des réservistes—Israël en a mobilisé 86 000 depuis le début de l'opération—ayant refusé de rejoindre leur unité ont été condamnés à des peines de prison ferme.

La politique de Netanyahou

est largement responsable du progrès des courants nationalistes, racistes et ultra-religieux israéliens, lui qui exige désormais que les Palestiniens reconnaissent le caractère exclusiviste juif de l'État d'Israël.

Les Israéliens qui ont le

courage de s'exprimer et de manifester contre cette évolution réactionnaire de la société dans laquelle ils vivent doivent être soutenus. Ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

P.M.

• Turquie

## L'élection présidentielle Après Erdogan, Erdogan

**Premier ministre sans interruption depuis douze ans, Recep Tayyip Erdogan a remporté dès le premier tour l'élection présidentielle turque, le 10 août, qui pour la première fois se déroulait au suffrage universel direct. L'issue ne faisait guère de doute: à la télévision, dans la presse, dans la rue sur les panneaux publicitaires, on ne voyait pratiquement qu'Erdogan et ses slogans l'assimilant à l'ordre et à l'État.**

Erdogan affirme sans rire que l'élection du président au suffrage universel était nécessaire pour qu'enfin, en Turquie, «la volonté du peuple» soit respectée... même si on voit mal pourquoi elle devrait mieux l'être avec à la présidence l'homme qui s'est distingué par la répression violente des manifestants de la place Taksim au printemps 2013. En fait de «réforme», Erdogan et son parti, l'AKP, ont surtout réussi à imposer leur domination sans partage en éliminant leurs concurrents, kémalistes du parti social-démocrate CHP ou nationalistes du parti d'extrême droite MHP présents aux différents niveaux de l'appareil d'État, de l'armée à la police et à la justice. La présidence Erdogan s'annonce dans la tradition autoritaire et policière de tous les gouvernements turcs, à commencer par le sien entre 2002 et 2014.

Comme l'ont montré les 51,8 % obtenus, Erdogan dispose toujours d'une forte base dans l'opinion, et pas seulement parmi la petite bourgeoisie traditionnelle des campagnes d'Anatolie. Le gouvernement de l'AKP, parvenu au pouvoir en 2002 au terme d'une série de crises politiques et financières, peut se présenter comme celui qui a ramené la stabilité, et brandir comme un drapeau l'essor qu'a connu l'économie turque ces dernières années. Même si maintenant la crise se profile à l'horizon, elle est encore peu sensible pour une grande partie de la population, qui a sans doute voté sur ce qui apparaît encore comme le bilan d'Erdogan.

De plus, au cours de la campagne électorale, les événements de Gaza ont donné à Erdogan l'occasion de se présenter comme celui qui défend, y compris contre les États-Unis, les droits des Palestiniens écrasés sous les bombes et comme le champion du nationalisme turc, y compris contre les puissances occidentales.

## Un islamiste face à un islamiste

En instaurant cette élection au suffrage universel, les dirigeants turcs avaient pris leurs précautions. Pour être candidat à la présidence, il fallait recueillir au préalable la signature de vingt députés, ce qui rendait évidemment impossible une candidature se plaçant hors du système politique. D'autre part, le candidat Erdogan s'est arrogé pratiquement le monopole des médias avec, par exemple, près de deux heures d'antenne sur la télévision publique TRT contre un peu moins de trois minutes à son principal concurrent Ihsanoglu et... huit secondes au troisième candidat, Demirtas.

Mais surtout, face à Erdogan, ces candidats concurrents ne semblaient pas proposer de changement crédible. Le parti CHP, dit social-démocrate, se présente comme une opposition laïque, combattant la dérive religieuse imposée par l'AKP d'Erdogan, islamiste et conservateur. Mais dans cette élection présidentielle le CHP avait choisi de s'allier avec l'extrême droite nationaliste du MHP et à d'autres partis de droite pour présenter un candidat tout aussi islamiste qu'Erdogan, Ekmeleddin Ihsanoglu. Celui-ci, qui ne manque jamais de s'affirmer très croyant, a été longtemps secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique. Même si Ihsanoglu reproche à Erdogan de confondre les affaires de l'État et celles de la religion, il est évident qu'en soutenant ce candidat islamiste et conservateur le CHP a voulu se placer sur le même terrain qu'Erdogan.

On peut en dire presque autant du troisième candidat, Selahattin Demirtas. Celui-ci se positionnait à gauche, se présentant comme le candidat de toutes les minorités, les Kurdes en particulier, partisan de la concorde entre tous, du respect de la nature et de la paix, avec quelques mots sur les droits des femmes et sur

ceux des travailleurs. Mais Demirtas, lui aussi, est resté sur le même terrain qu'Erdogan en ne manquant jamais de s'affirmer comme un bon musulman, respectueux de l'islam et de ses traditions. Ainsi, tous s'inclinaient devant la présence croissante de la religion, telle que l'AKP a réussi à l'installer à tous les niveaux de la société turque.

## La crise montre son nez

Avec 38,4 % des suffrages pour Ihsanoglu et 9,8 % pour Demirtas, ceux-ci sont maintenant renvoyés à l'opposition. L'élection terminée, le problème immédiat de l'AKP est surtout la guerre fratricide qui se déroule en son propre sein entre les deux confréries ennemies: celle d'Erdogan et celle de Fethullah Gülen, imam exilé aux États-Unis et disposant de l'appui des dirigeants américains. Cette guerre se poursuit depuis plus de deux ans, à coups de révélations dans la presse et d'accusations de corruption et de complot. Ses derniers épisodes sont l'arrestation des hauts responsables de la police proches de Gülen, le 22 juillet et le 5 août. Il est certain que cette guerre va continuer et peut-être s'amplifier après l'élection présidentielle.

Quant aux travailleurs et aux couches populaires, dont les problèmes n'ont guère été abordés au cours de la campagne, ils pourraient maintenant ressentir de plus en plus la dégradation de la situation économique. L'inflation s'accroît avec la perte de valeur de la livre turque. Selon des chiffres récents, 2,5 millions de personnes sont sur la liste noire pour retard ou non-paiement de leurs traites, 93 % des fonctionnaires vivent sur des crédits et



«Volonté nationale Puissance nationale». Pour la présidentielle, Erdogan s'est affiché en grand et partout.

68 % d'entre eux ne parviennent plus à les régler à temps, devant subir des pénalités. L'endettement des ménages a été multiplié par 124 en douze ans. D'autre part, la bulle immobilière risque maintenant d'éclater à tout moment. Enfin, les conséquences de la guerre qui sévit dans deux pays voisins, l'Irak et la Syrie, deviennent de plus en plus sensibles, avec d'un côté l'afflux de

réfugiés et d'un autre de grosses pertes pour l'économie turque. Malgré tous les mensonges et les déclarations triomphalistes d'Erdogan, la crise montre son nez. Face à elle les travailleurs devront compter sur eux-mêmes et pas sur le prétendu respect de la «volonté du peuple» brandi par le vainqueur de l'élection du 10 août.

Julien SILVA

• Mozambique

## 14 millions d'hectares... pour les biftecks des pays riches

Le gouvernement du Mozambique a conclu un accord louant au Brésil et au Japon 14 millions d'hectares pour y produire du soja. Le Brésil est le premier producteur et exportateur mondial de soja. Quant au Japon, il en est un gros consommateur et

importateur. Le soja est une culture industrielle, orientée vers l'alimentation du bétail des pays riches. Au Brésil, elle s'est bien souvent développée au détriment des cultures vivrières, et donc de l'alimentation humaine.

Un tiers de la population du Mozambique est sous-alimentée. En produisant du soja à grande échelle, le pays deviendrait exportateur agricole, et produirait encore moins pour sa population.

V. G.

## • Il y a 80 ans aux États-Unis Les grandes grèves de camionneurs à Minneapolis

Le 17 juillet 1934, les camionneurs de Minneapolis, ville d'un demi-million d'habitants du centre des États-Unis, commençaient leur troisième grève. Elle allait durer six mois et marquer le début de la contre-offensive de la classe ouvrière américaine.

Depuis la crise financière de 1929, la bourgeoisie américaine tentait de freiner la chute de ses profits en faisant peser sur les travailleurs tout le poids de la crise. En 1933, au plus profond de celle-ci, un quart de la population active, soit 13 millions de personnes, était au chômage. Quant aux salaires, ils avaient baissé de moitié depuis 1929.

À Minneapolis, la section locale 574 du syndicat AFL des camionneurs, les teamsters, comprenait des militants trotskystes exclus du Parti communiste américain quelques années auparavant pour avoir critiqué la bureaucratie soviétique et la politique de son dirigeant, Staline. Une première grève, en février 1934, limitée à un seul dépôt de charbon mais victorieuse, avait accéléré la croissance de la section syndicale, passée de 75 à 3 000 membres.

En vue des batailles à venir, une alliance se constitua dans le syndicat entre les militants syndicaux les plus combattifs et les trotskystes. Cette alliance s'opposa aux dirigeants nationaux du syndicat des teamsters de l'AFL, qui exigeaient que toute grève reçoive d'abord leur approbation et préféraient

s'entendre avec les patrons du secteur.

### La campagne de syndicalisation et la grève

Au printemps 1934, la section syndicale s'adressa à tous les travailleurs des transports de Minneapolis, sans distinction corporatiste (chauffeurs routiers, livreurs, travailleurs des entrepôts, taxis, etc.) au cours d'une campagne de syndicalisation. Les femmes aussi furent approchées, les plus militantes organisées dans une formation d'auxiliaires syndicales. Puis la grève fut déclenchée, contre l'avis des dirigeants syndicaux nationaux, le 16 mai 1934.

Ce jour-là, des piquets de grève fixes bloquèrent les entrepôts de la ville et entraînent leurs collègues dans la grève, pendant que des patrouilles motorisées parcouraient les rues pour intercepter des camions confiés par les patrons à des briseurs de grève. La grève, bien organisée et militante, attira rapidement des milliers de travailleurs se pressant au QG des grévistes. Des assemblées générales allaient s'y tenir chaque jour, devant un auditoire allant jusque dans la rue, 2 000 à 3 000 travailleurs écoutant grâce à des haut-parleurs.

Au bout de deux jours, plus aucun camion de livraison ne put circuler efficacement dans la ville. Face à une grève totale du secteur du transport, le patronat recruta des milices et, avec la police, se prépara à affronter directement les grévistes au marché

central de Minneapolis.

Le choc eut lieu le matin du 21 mai : 600 travailleurs, cachés dans un immeuble proche durant la nuit précédente, bien organisés et armés de bâtons, firent irruption et forcèrent la milice patronale à s'enfuir, laissant la police se battre seule pour le compte des patrons. Elle aussi finit par se retirer, avec 30 blessés. Le marché était aux mains des grévistes.

La bataille recommença le lendemain, toujours au marché. La police, se méfiant des 1 500 miliciens qui avaient détalé la veille, fit en sorte qu'ils soient en première ligne ce jour-là face aux milliers de grévistes soutenus par une foule de travailleurs et devant les journalistes de la radio venus faire des reportages en direct. L'affrontement recommença et se solda par une victoire des grévistes encore plus nette que la veille. Deux miliciens patronaux trouvèrent la mort ce jour-là au marché.

Les patrons de Minneapolis durent alors céder, accordant une augmentation doublant le salaire de la plupart des chauffeurs et reconnaissant la section syndicale 574 des teamsters. Cependant le sort des travailleurs des entrepôts n'était pas réglé : selon la lecture patronale de l'accord, ils en étaient exclus.

En réalité, la lutte n'était qu'ajournée, car les patrons ne respectèrent pas l'accord conclu. Une grande manifestation suivie d'un meeting rassemblant 12 000 travailleurs, aux cris de « *Que Minneapolis devienne une ville syndiquée* », eut lieu le 6 juillet. Un comité de grève de cent membres fut élu, comprenant la direction de la grève de mai et des travailleurs surgis du rang.

### La répression et l'extension de la grève

La nouvelle grève débuta le 17 juillet. Le gouverneur de l'État du Minnesota mobilisa d'entrée la Garde nationale pour « *la préservation de la loi et de l'ordre* » et les patrons menacèrent les grévistes de licenciement s'ils ne reprenaient pas le travail sous les trois jours. Le 20 juillet, la police tira sur les piquets, blessant 47 grévistes ainsi qu'une dizaine de passants. Deux grévistes allaient succomber à leurs blessures les jours suivants.

Cette répression allait se révéler impuissante. La grève



Des grévistes affrontent la police de Minneapolis en 1934.

s'étendit aux transports publics, pour protester contre la violence policière. 40 000 personnes participèrent à une marche funèbre pour le camionneur Henry Ness, tué par la police. Une pétition réclamant la destitution du chef de la police allait recueillir 140 000 signatures. Chaque jour, des dizaines de personnes vinrent proposer leurs services au comité de grève, bien au-delà des rangs syndicaux. Le journal quotidien des grévistes *The Organizer*, contrebalançant le parti-pris propatronal des quotidiens et des bureaucrates syndicaux, vit son tirage monter à 10 000 exemplaires.

Le 26 juillet, craignant une insurrection, le gouverneur déclara la loi martiale, déployant 4 000 soldats autour des entrepôts et interdisant les piquets de grève. Au milieu de la nuit, les soldats armés de mitrailleuses encerclèrent le QG de la grève, arrêtèrent des dirigeants, ainsi que les ouvriers blessés qui y étaient soignés et leur médecin. Puis les domiciles furent perquisitionnés.

À partir de là, les piquets n'allaient plus être organisés à partir d'un seul QG, cible trop facile pour les soldats du gouverneur, mais décentralisés. Compte tenu de l'expérience déjà acquise par les grévistes du rang, ils s'avèrent tout aussi efficaces.

Malgré les arrestations pour piquet de grève illégal et la condamnation de certains grévistes par un tribunal militaire à 90 jours de travaux forcés, le 6 août un meeting de 40 000 travailleurs fit craquer les barrières corporatistes entretenues par les patrons et les bureaucrates syndicaux. Au cours de la grève, 4 000 travailleurs d'autres secteurs que le transport s'étaient syndiqués. La menace d'une grève générale à l'échelle de la ville incita Roosevelt, depuis Washington, à faire pression sur le patronat local pour qu'il transige avec la section syndicale 574.

### Le début d'une vague de grèves

Les patrons finirent alors par accepter d'étendre à tous les travailleurs du transport les augmentations de salaire gagnées en mai par les chauffeurs, et de reconnaître le syndicat 574 des teamsters. Dans la foulée, les travailleurs des blanchisseries de Minneapolis se mirent eux aussi en grève et obtinrent de suite un accord similaire, le patronat ne voulant pas refaire l'expérience d'une confrontation frontale.

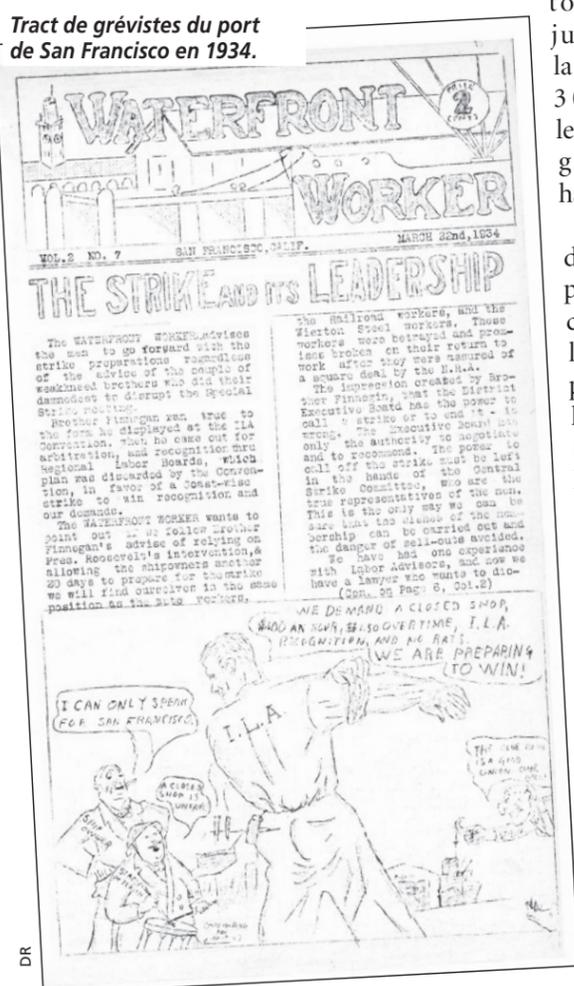
À ces grèves massives et victorieuses de Minneapolis allait s'ajouter la même année 1934 la grève de l'automobile de Toledo, la grève des dockers de la côte Ouest débouchant sur une grève générale à San Francisco et la grève nationale des travailleurs du textile. Une impulsion était donnée à la classe ouvrière de l'ensemble des États-Unis.

Pendant des années, le pays allait être le théâtre de grandes luttes grévistes, parfois défaites mais souvent victorieuses. Elles allaient déboucher à partir de 1936 sur des occupations d'usines faisant plier un grand trust comme General Motors. Non seulement une partie du prolétariat américain allait défendre ses conditions d'existence, mais il allait imposer des augmentations de salaire à la bourgeoisie américaine alors que l'économie capitaliste se débattait dans la crise.

Les appareils syndicaux réussirent cependant finalement à contrôler ce vaste mouvement et à maintenir les barrières corporatistes séparant les différentes fractions du prolétariat américain. La formidable combativité des travailleurs américains dans les années 1930 ne déboucha pas sur une prise de conscience politique révolutionnaire. La guerre mondiale, au contraire, allait être pour la bourgeoisie des États-Unis l'occasion d'embrigader les travailleurs et de leur insuffler son idéologie patriotique.

Lucien DÉTROIT

Tract de grévistes du port de San Francisco en 1934.



## • Le virus Ebola

# La rançon de la misère

**L'épidémie d'Ebola s'étend désormais à d'autres pays, dont le Nigeria, et le dernier bilan fait état de 1 013 victimes parmi les 1 848 personnes atteintes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) parle « d'une urgence de santé publique de portée mondiale » et demande « une réponse internationale coordonnée ».**

Il faudrait effectivement une action internationale pour venir en aide aux pays touchés, qui manquent de tout. Ainsi, au Liberia, un syndicaliste a déclaré: « Nous n'avons pas de gants, ni de combinaisons, ni d'autres équipements requis. » Les gouvernements africains en sont réduits à faire appel à l'armée. Au Liberia, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et la mise en quarantaine d'une troisième province. Au Nigeria, c'est aussi l'état d'urgence et l'accès aux grandes villes est contrôlé.

Ces mesures drastiques ne

peuvent pas tout régler mais elles ont leur raison d'être, à la différence des appels à la religion lancés par les autorités. Au Liberia, la présidente a décrété trois jours de jeûne et de prières pour implorer la protection divine. En Sierra Leone, les représentants des Églises, des musulmans aux catholiques en passant par les protestants, se sont dits « prêts à joindre leurs forces »... Mais ce n'est pas de bondieuseries qu'ont besoin les Africains.

Pour le moment, on est loin de la mobilisation internationale nécessaire. Obama,

au cours d'un sommet États-Unis-Afrique tenu début août, a reproché aux pays africains de ne pas avoir identifié rapidement la maladie et isolé les patients. Il leur a même demandé de « reconnaître que leurs systèmes de santé ont été dépassés ». Comme si on pouvait parler de « système de santé », dans ces pays où l'espérance de vie est d'à peine plus de 50 ans, où l'accès à l'eau et à l'électricité est un combat quotidien, où il y a moins de deux médecins pour 100 000 habitants en Sierra Leone! Et surtout dans ces pays où le capitalisme a tout exploité jusqu'au sang depuis des siècles.

Jusqu'à présent, aucun traitement n'existe du fait des faibles moyens consacrés par les trusts pharmaceutiques à la recherche, faute d'un marché

suffisamment rentable. Une responsable de l'OMS explique qu'Ebola est « typiquement une maladie de pauvres dans des pays pauvres dans lesquels il n'y a pas de marché ». Mais, face à la menace d'une épidémie s'étendant à toute l'Afrique et au-delà, il est possible désormais d'envisager la mise au point de traitements efficaces et validés. Comme ce fut le cas à chacune des épidémies, comme le sida, la grippe aviaire, etc.

Obama et les dirigeants des pays riches, s'ils sont capables de mobiliser des milliers d'hommes et des millions de dollars pour intervenir militairement, n'ont pour les populations africaines dans la détresse que des discours.

Cédric DUVAL

## • Chikungunya

# Les politiciens font du vent

# Ça ne chasse pas les moustiques

**Dans son numéro du 26 juillet, le journal communiste révolutionnaire (trotskyste) *Combat Ouvrier* fait le point sur l'épidémie de chikungunya qui frappe les îles de la mer des Caraïbes. L'article qui suit a été écrit à partir des informations contenues dans le journal de nos camarades antillais.**

Aux Antilles, cela fait presque un an que la maladie a fait son apparition. Les autorités et les médias ont longuement insisté sur l'évolution des statistiques épidémiologiques et sur les responsabilités des particuliers dans la prolifération des moustiques. En revanche, pratiquement rien n'a été dit sur les souffrances des malades, leur extrême fatigue et les séquelles persistantes, notamment des douleurs articulaires.

La campagne radiotélévisée pour prévenir la maladie a été faite au moment où, sur les deux îles, plus de 120 000 personnes étaient déjà atteintes.

Mais le nombre de malades est en réalité plus important, car beaucoup ne vont pas chez le médecin ou à l'hôpital.

Alors que l'épidémie avait déjà fait d'importants dégâts, des responsables politiques se sont un peu agités. Marisol Touraine, la ministre de la Santé, est venue annoncer quelques mesures, comme le remboursement à 100 % des frais de médicaments, la suppression de jours de carence en cas de rechute, et la venue de quelques dizaines de volontaires et de contrats aidés pour assurer les visites domiciliaires afin d'expliquer aux habitants comment

se protéger.

Tout cela arrive un peu tard et cache mal que la prévention n'a pas été faite à temps. Pourtant, on connaissait la maladie, on connaissait le moustique responsable et les moyens de le combattre, on savait depuis l'épidémie à La Réunion que le « chick » risquait de frapper aux Antilles, on connaissait déjà la dengue transmise par le même moustique. Alors, pourquoi ne pas avoir pris bien avant les mesures nécessaires?

Le chikungunya est, comme la dengue ou le paludisme, une maladie généralement liée au sous-développement. La prolifération des moustiques dans les eaux stagnantes, le délabrement de nombreux logements, l'état déplorable du réseau d'assainissement (quand il existe) ont des effets aggravants.

Mais, si en Martinique et en Guadeloupe il y a une certaine couverture sanitaire, c'est loin d'être le cas dans l'île voisine d'Haïti, l'un des pays les plus pauvres du monde. Le « chick » y sévit là aussi, avec des conséquences encore plus dramatiques. En Haïti, deux ans et demi après le tremblement de terre, des milliers de gens vivent encore sous des tentes, sans eau, sans sanitaire et sans électricité. Et même ceux qui ont un toit ne sont pas toujours mieux lotis.

Les pauvres paieront toujours plus que les nantis, y compris face à la maladie. Le moustique porteur du virus de la dengue et du chikungunya fait des ravages, encore accentués par les inégalités sociales qu'aucun remède médical ne peut éradiquer.

## • EFS Alpes-Méditerranée Marseille

# Pénurie de sang ou de personnel ?

Bien que l'Établissement français du sang (EFS), chargé de prélever le sang des donateurs bénévoles, soit d'une utilité vitale, il n'en est pas moins soumis aux exigences d'économies du gouvernement.

Récemment, sur France 3 Méditerranée, un responsable de l'EFS en appelait aux donateurs de sang potentiels, pour leur demander de se mobiliser. Il expliquait que la situation était préoccupante, les stocks de sang n'étant que de dix jours, au lieu des quatorze nécessaires.

Cette situation s'explique par la politique mise en œuvre depuis des années. Au nom de la « maîtrise des coûts », les suppressions de postes d'infirmières, de médecins, mais aussi d'autres personnels se sont succédés, quels que soient les gouvernements. La plupart des intérimaires n'ont pas été embauchés.

Déjà, en janvier 2002, il y avait eu une alerte majeure à la pénurie de produits sanguins dans la région. La raison? L'EFS venait de passer aux 35 heures, mais n'avait embauché personne pour compenser.

À chaque fois, les économies que l'on demande à l'EFS ont des conséquences graves, comme la suppression des collectes mobiles dans certains villages reculés des Bouches-du-Rhône, jugées pas assez « rentables », parce que ne « rapportant » que vingt-cinq poches de sang ou moins par collecte. Alors, à force de supprimer du personnel, on se retrouve en danger sanitaire.

Tous ceux qui se mobilisent pour donner leur sang ont bien raison, et font preuve d'infiniment plus de conscience que les ministres de la Santé successifs, qui justifient toutes les suppressions de postes.

Correspondant LO

## • Au sommaire de *Lutte de Classe* n° 161 (juillet-août 2014)

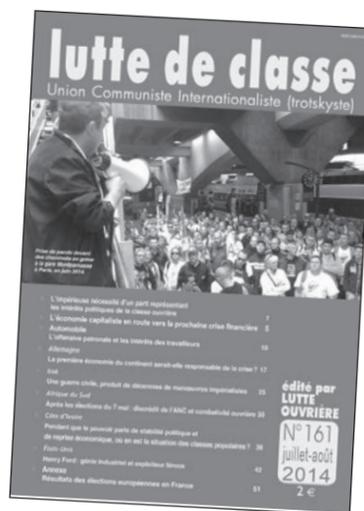
- L'impérieuse nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière
- L'économie capitaliste en route vers la prochaine crise financière
- Automobile: L'offensive patronale et les intérêts des travailleurs
- Allemagne: La première

économie du continent serait-elle responsable de la crise?

- Irak: Une guerre civile produit de décennies de manœuvres impérialistes
- Afrique du Sud: Après les élections du 7 mai: discrédit de l'ANC et combativité ouvrière
- Côte d'Ivoire: Pendant que le pouvoir parle de stabilité

politique et de reprise économique, où en est la situation des classes populaires?

- États-Unis: Henry Ford: génie industriel et exploitateur féroce
- Annexe: Résultats des élections européennes en France



Prix: 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

## • Aéroports

# Privatisations en piste...

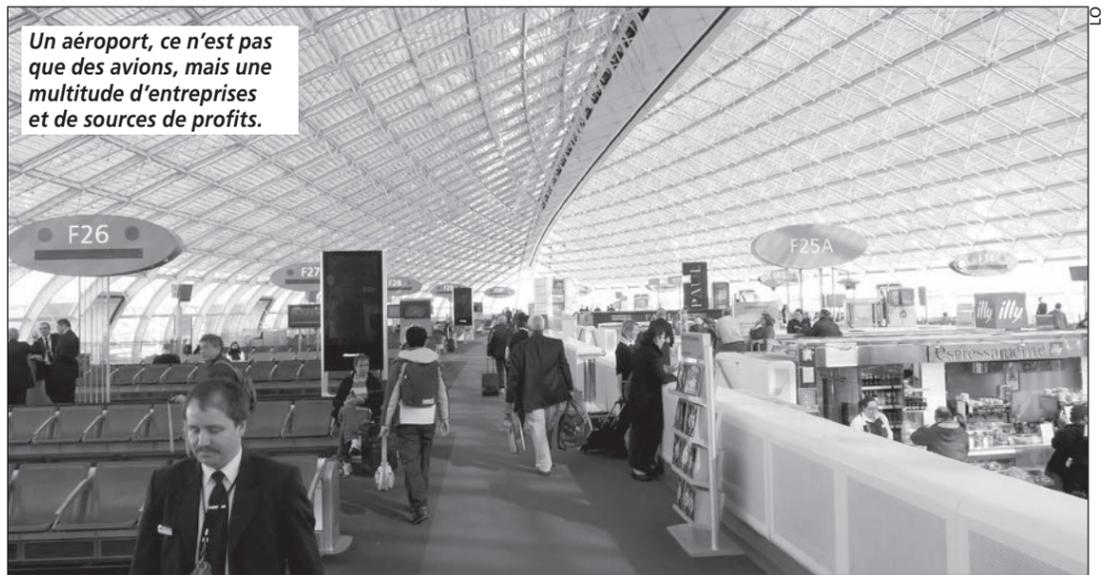
Côté grand public, on rabâche que le transport aérien perd de l'argent et que ses salariés doivent toujours plus se serrer la ceinture. Côté monde des affaires, le tableau se présente bien différemment : si certaines compagnies gagnent peu d'argent, voire en perdent, les profits, eux, coulent à flots sur les plates-formes aéroportuaires. Il ne faut donc pas s'étonner que le ministre de l'Économie, Montebourg, ait décidé de privatiser six grands aéroports régionaux, pour y organiser l'atterrissage des vautours de la finance.

Depuis 2005, c'est en cours pour les aéroports parisiens de Roissy et d'Orly. Ils sont gérés par ADP, une « des meilleures gagneuses » de l'Agence des participations de l'État, selon le quotidien économique *Les Échos*. L'État, qui ne conserve plus que 50,6 % des parts d'ADP à côté du géant financier Vinci, s'est dessaisi de 9,5 % de sa participation en 2013 et pourrait aller plus loin encore dans le sens qu'espère le privé, laisse-t-on entendre.

En province, Toulouse-Blagnac sera le premier

privatisé. En cédant la moitié du capital de cet aéroport, l'État espère 150 millions d'euros, et 500 millions pour l'ensemble de l'opération sur les six aéroports : de l'argent destiné à renflouer ses caisses. Du moins présente-t-il ainsi la chose. Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il offre là un cadeau royal aux financiers. Car il s'agit là, dit le *Journal du dimanche (JDD)* du 3 août, de « l'un des business les plus convoités de la planète ». Qu'on en juge.

Le seul chiffre d'affaires annuel d'un aéroport comme



Toulouse est à peine inférieur au prix auquel l'État pense le vendre, selon la presse. Et puis les aéroports ont une rentabilité fantastique en temps de crise, puisqu'on estime leur marge à 40 % en moyenne. Ils cumulent les gisements de profits : terminaux transformés en galeries commerciales ; boutiques de luxe ; concentration d'hôtels ; emplacements publicitaires géants ; plates-formes de stockage pour les entreprises de logistique ; redevances payées par les compagnies

aériennes et leurs passagers, par les entreprises de transport qui desservent les aéroports ; parkings payants gigantesques ; emplacements pour les loueurs de voitures, etc.

Le *JDD* parle à ce propos d'un « cocktail dont raffolent les investisseurs ». À un détail près : les très coûteux investissements décisifs (installations, infrastructures, bâtiments, viabilisation, desserte de terrains aussi étendus que des villes) ont déjà eu lieu avec des fonds publics. Et maintenant que tout est en place, rodé,

amorti et rapporté, l'État l'apporte sur un plateau aux Vinci, ADP-Crédit agricole, CDC-EDF Invest, associés ou non avec d'autres mastodontes internationaux de la gestion aéroportuaire.

En octobre, le gouvernement proclamera le gagnant de son appel d'offres toulousain. Les recalés se consoleront en sachant que le tour de Lyon arrive d'ici la fin de l'année, que Nice suivra, en attendant Bordeaux, Montpellier et Strasbourg.

Pierre LAFFITTE

## • RATP – Bus parisiens

# Embauche d'intérimaires Insécurité et pénurie

Cet été, plus encore que les années précédentes, le service des bus de la RATP en Île-de-France est dégradé. Le manque de personnel affecte tous les dépôts de bus. Chaque jour il manque des bus prévus sur ligne.

En juin, il y a eu par exemple 1 325 suppressions de service (un service est une journée de travail d'un conducteur de bus). Cela alors qu'il y a eu le même mois 3 820 repos travaillés, sans compter les heures supplémentaires effectuées par beaucoup en plus de leur service.

D'année en année, la direction réduit le personnel nécessaire. Même les formations pour apprendre les lignes de bus ou se familiariser avec les nouveaux matériels se font difficilement ou sont annulées au dernier moment. Pour la direction, ce n'est pas son calcul de l'effectif qui est en cause, mais la faute incombe aux malades, aux vacances « qu'il faut bien accorder », et aux inaptés à la conduite par décision de la médecine du travail.

C'est dans ce contexte que la direction entend recruter des conducteurs de bus intérimaires à partir du 7 août au dépôt de Pavillons-sous-Bois, ce qui est une nouveauté à la

RATP. Sa justification : éviter les pénalités financières auprès du STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France) qu'entraînent les services non couverts pour manque de personnel. La RATP entend donc faire comme tous les patrons : réduire l'effectif permanent au minimum, et utiliser un volant de travailleurs en intérim, dont on peut se débarrasser facilement.

Les premières réactions des machinistes et des syndicats mettent en cause la direction, qui répète sans cesse qu'elle tient à la qualité de la formation alors que les nouveaux intérimaires n'auront que deux jours de formation, beaucoup moins que pour le reste du personnel, et seront productifs après qu'on leur aura fourni deux pantalons et deux chemises. Au dépôt de Pavillons-sous-Bois où sont prévues ces embauches, il y a eu grève le 11 août. Une grève très suivie sur la douzaine de lignes du dépôt.

La direction a pour l'instant repoussé l'embauche des intérimaires, arguant de problèmes juridiques. On ne sait pas encore si elle manœuvre ou recule. Une chose est sûre : il faut embaucher sous contrat permanent.

Correspondant LO

## • Snecma – Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

# La direction veut censurer la CGT

Le 31 juillet dernier, le secrétaire de la CGT de l'usine Snecma de Gennevilliers recevait de la direction une lettre recommandée où il était reproché au syndicat d'avoir appelé à manifester le mercredi 23 juillet en solidarité avec le peuple palestinien. Cet appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens réclamait entre autres « l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza, l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et Jérusalem, la levée du blocus, illégal et criminel sur Gaza ». L'appel avait d'ailleurs été relayé par la confédération CGT.

Dans son courrier, la direction se permettait de donner une leçon de droit syndical en décrétant que « l'objet social (d'un syndicat) est la défense des droits et intérêts des salariés », « qu'une organisation syndicale n'a pas vocation à exprimer des revendications de nature politique, et encore moins lorsque celles-ci ont

trait à des questions de politique internationale ». Pour le couplet moralisateur, elle estimait tout bonnement « inacceptable, voire irresponsable, que l'organisation syndicale (...) se soit rendue coupable de prosélytisme à caractère politique dans l'enceinte même de cet établissement ». Et, pour ponctuer son réquisitoire, la direction, menaçante, s'engageait à prendre « les mesures qui s'imposent » si la CGT récidivait.

Que la direction ose menacer de sanctions un syndicat qui appelait à manifester sa solidarité avec un peuple meurtri, cela montre bien de quel côté elle se trouve : du côté des oppresseurs.

Quant au verbiage sur les domaines d'intervention d'un syndicat, ce n'est pas à la direction de dicter sa loi. Quand les syndicats se battent contre le blocage des salaires, se battent pour empêcher les licenciements où préserver les acquis sociaux, ils combattent aussi les gouvernements qui

mettent en place ces politiques. Devront-ils demain s'empêcher de dénoncer la politique antiouvrière de Hollande/Valls sous prétexte qu'on basculerait alors dans le domaine politique ?

Pour ce qui est de la solidarité internationale, la direction semble découvrir qu'elle puisse exister. Elle est pourtant inscrite dans l'article 15 des statuts de la CGT, où il est écrit que le syndicat exerce son activité « en développant la solidarité internationale et la défense des intérêts communs à tous les salariés du monde ». Cette solidarité, la CGT l'a exprimée dans le passé pour dénoncer l'apartheid ou plus récemment pour exprimer son soutien aux travailleurs tunisiens ou égyptiens lors du Printemps arabe.

Face à ce qu'elle considère comme une provocation, la CGT n'a pas l'intention de laisser fouler aux pieds la liberté d'expression.

Correspondant LO

### • Abattoir Gad – Josselin (Morbihan)

# Manifestation contre les licenciements

**Samedi 9 août, les travailleurs de l'abattoir Gad de Josselin se sont invités au Festival interceltique de Lorient, pour protester contre la menace de fermeture de leur entreprise. Quelque 200 manifestants sont venus en cars de Josselin à Lorient pour scander « Non aux licenciements ! ».**

L'abattoir Gad de Josselin compte 650 employés en CDI, et près de 1 000 avec les CDD et les intérimaires. La direction va solliciter auprès du tribunal de commerce de Rennes

l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire. Les prétextes qu'elle invoque sont toujours les mêmes : les difficultés de la filière porcine, la concurrence allemande. Mais, actualité opportune, elle s'est empressée d'y ajouter l'embargo russe.

Le syndicat CFDT, majoritaire dans l'entreprise, espère une reprise de l'abattoir par le groupe Intermarché. Mais les travailleurs quant à eux ont peu d'illusions. Ils savent bien que cette reprise, si elle se faisait, laisserait sur le carreau beaucoup d'entre eux.

L'annonce de fermeture

de cet abattoir intervient dix mois après celle de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau, dans le Finistère. À l'époque, la direction de la Cecab, le groupe agroalimentaire dont Gad est une filiale, s'était employée à dresser une partie des travailleurs du site de Josselin contre ceux du site de Lampaul. Elle prétendait qu'en fermant l'abattoir du Finistère elle sauvait celui du Morbihan. Quand, en octobre dernier, une cinquantaine de grévistes de Lampaul étaient venus à Josselin chercher le soutien de leurs collègues du Morbihan, les chefs avaient fait

sortir quatre cents travailleurs pour empêcher le blocage des camions. Les quelques bousculades qui s'en étaient suivies avaient fait les choux gras des médias.

Il est désormais évident que les salariés de Josselin ne seront pas épargnés, y compris les cadres qui ont aidé la direction à dresser les travailleurs les uns contre les autres. Comme le déclarait une salariée de Josselin qui manifestait à Lorient : « On se doutait que ça allait être notre tour. Ils n'auraient jamais dû monter les salariés de Josselin contre ceux de Lampaul. On

est quand même dans la même galère. »

Depuis plus d'un an, plusieurs milliers de salariés, de l'agroalimentaire en Bretagne ont été licenciés : chez Doux, Tilly-Sabco, Gad, Marine Harvest. Pour sauver leurs profits, les groupes industriels de l'agroalimentaire et de la grande distribution sacrifient les salariés, avec la complicité de ministres qui font semblant de se lamenter mais se gardent bien de prendre des mesures un tant soit peu contraignantes contre les licenciements.

Correspondant LO

### • PSA – Metz-Borny et Trémery (Moselle)

# Attaques tous azimuts contre les travailleurs

**Changement d'horaires à l'usine de Trémery, création d'un « pôle » regroupant les deux établissements distincts de Metz et de Trémery : les directions des deux usines mosellanes de PSA sont à l'attaque sur tous les fronts.**

PSA – à l'époque c'était Citroën – a installé en Moselle deux usines, à l'occasion de la reconversion de la sidérurgie, à la fin des années 1960 et 1970. Dans la plus ancienne, celle de Metz-Borny, 1 600 travailleurs fabriquent des boîtes de vitesse. Les effectifs ont fondu comme neige au soleil : mille emplois de moins en dix ans. Celle de Trémery, plus récente, fabrique des moteurs ; « la plus grande usine de moteurs diesel au monde », se vante la direction. Elle a perdu plus de 1 600 emplois en quelques années. Il reste 3 600 travailleurs en CDI.

PSA a le projet de regrouper les deux usines dans une seule entité. Bien des travailleurs sont persuadés que cela signe la fin de l'usine de Borny,

dans laquelle aucun investissement n'a été réalisé depuis des années. Et, comme à Aulnay-sous-Bois, la direction pourrait gagner le gros lot en revendant un terrain très bien situé. Pour l'instant, elle a déjà annoncé que la création du pôle se traduira par la suppression de 80 à 90 emplois chaque année.

À Trémery, la direction a multiplié les mauvais coups. Le règlement intérieur a été modifié : désormais, au lieu de trois jours, il faut prévenir l'usine de son absence dans les trois heures ! Bref, prévenir son chef avant d'aller voir le médecin ou d'appeler l'ambulance !

Mais surtout la direction a mis en place, juste avant les congés, de nouveaux horaires de travail pour les équipes. Désormais les deux équipes ne se croisent plus : celle du matin finit à 13 heures tandis que celle d'après-midi n'embauche qu'à 13 h 50. Cela permet à la direction de mettre en place ce qu'elle appelle dans son jargon l'overtime, en clair : du temps de travail supplémentaire selon son bon vouloir. Il

lui suffit de prévenir à peine trois heures avant pour avoir le droit d'imposer vingt minutes de travail obligatoires en fin d'équipe. En cas d'overtime, elle a prévu d'accorder royalement UNE minute de pause supplémentaire.

Faisant miroiter la possibilité de quitter l'usine plus tôt, la direction a réduit la pause repas. Elle est passée de 35 à 20 minutes. Autant dire que

beaucoup ne mangent pas ou grignotent dans un coin de l'atelier.

Il n'y a pas que l'emploi et les conditions de travail qui sont attaqués. Les salaires le sont aussi. Selon les propres chiffres de la direction, un opérateur a perdu en moyenne 17 euros par mois entre 2012 et 2013, un ouvrier professionnel 57 euros.

Dans tout le groupe les travailleurs ont à faire face à

une attaque globale sous prétexte de la crise du marché de l'automobile. Une crise qui n'empêche nullement la famille Peugeot, selon le magazine *Capital*, d'augmenter sa fortune de 117 % en un an. Preuve s'il en était besoin que cela va bien pour les actionnaires.

Les travailleurs du groupe savent en tout cas dans quelle caisse il faudra aller taper.

Correspondant LO

### • PSA – Sochaux **S'ils veulent des voitures, qu'ils embauchent !**

À la veille des congés, la direction de PSA Sochaux a rappelé ses intentions pour la reprise : une augmentation de la production des équipes du matin et du soir passant de 52 à 55 véhicules/heure, ou bien une augmentation de la production de l'équipe de nuit qui passerait de 26 à 34 véhicules/heure. Tout cela,

paraît-il, parce que l'absentéisme augmente.

Ces tentatives de culpabiliser les absents n'abusent personne. La réalité, c'est qu'il n'y a aucune véritable embauche. Quand un intérimaire est recruté, on en renvoie deux au chômage. Ce n'est pas par hasard si, à plusieurs reprises en juin et juillet, il y a

eu des débrayages en fabrication pour protester contre le surcroît de travail : heures supplémentaires imposées et samedis obligatoires.

Il faut répartir la production entre ceux qui ont trop de travail et ceux qui n'en ont pas du tout.

Correspondant LO

### • SNCF Picardie

## Toujours moins de service public

La SNCF, avec l'accord de la région Picardie, s'appête à réduire les horaires d'ouverture des guichets dans une trentaine de gares, voire même à les fermer complètement dans certaines.

Les gares de Chaulnes, Ham dans la Somme ou Bohain, Guignicourt dans l'Aisne, le Plessis-Belleville et Nanteuil-le-Haudoin dans

l'Oise seraient concernées.

La direction de la SNCF affirme que cela répond à l'objectif « d'adapter le niveau de service aux périodes de fréquentation et aux nouvelles habitudes d'achat des usagers ». Les gares deviendront encore plus désertes et les usagers qui ne disposent pas d'Internet pour

acheter ou réserver leurs billets ou qui ont des difficultés pour utiliser les automates seront pénalisés.

Le véritable objectif de la SNCF est de supprimer quelques postes supplémentaires, pour toujours plus de rentabilité. Cela au mépris de l'intérêt des usagers et avec le soutien des pouvoirs publics.

## Non aux suppressions de postes

Depuis le mois de juillet, les conducteurs sur la ligne Paris-Beauvais exercent leur droit de retrait et refusent de conduire leur train lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'un contrôleur. La direction de la

SNCF veut supprimer la présence systématique d'un contrôleur à bord des trains, sous prétexte de rentabilité. Les conducteurs ont bien raison de s'opposer à cette politique irresponsable.

Correspondant LO

## • Ukraine

# Un pays dévasté par la guerre, le nationalisme et les grandes puissances

**Des hôpitaux frappés de plein fouet par des obus de canon; une cité d'un million d'habitants, Donetsk, pilonnée par l'artillerie de Kiev; Lougansk, autre grande ville du Donbass, assiégée, privée d'eau, d'électricité, de soins médicaux depuis des jours... Le pouvoir ukrainien poursuit son offensive dite antiterroriste pour reprendre le contrôle de l'est minier du pays passé aux mains des prorusses.**

Depuis quatre mois que les combats font rage entre l'armée du pouvoir central ukrainien, soutenu par l'Amérique et l'Europe, et les forces prorusses soutenues par le Kremlin, la population du Donbass vit un enfer. Pour le fuir, des centaines de milliers de ses habitants ont trouvé refuge là où ils le pouvaient – en Russie le plus souvent, où ils survivent, sans ressources ni travail, dans des lieux de regroupement dont les autorités se désintéressent, bien qu'elles se targuent de « défendre nos compatriotes où qu'ils soient ».

Et encore, ils doivent s'estimer heureux d'avoir pu fuir les combats qui, selon l'ONU, ont fait plus de 1 300 morts, sans

compter les blessés. Kiev « appelle la population pacifique à quitter les zones occupées par les terroristes. Mais, les mercenaires étrangers – qu'utilise son armée, elle vient de le reconnaître – et les activistes d'extrême droite qui composent ses troupes de choc traitent les civils en « moscouitaires » qu'il faut punir et les localités conquises – plus de 600 selon le gouvernement – comme ouvertes au pillage. Et peu leur importe que ces villes et leurs habitants aient eu à souffrir des bandes adverses, formées d'hommes de main de l'extrême droite nationaliste russe, de fanatiques de la Grande Russie des tsars, qu'encadrent des agents des services spéciaux de

Poutine – dont le président et Premier ministre de la République populaire de Donetsk – qui ont fait leurs armes en Tchétchénie, Transnistrie ou Crimée.

Aux exactions des uns répondent celles des autres. Quant au racket des petites gens, il est la règle dans chaque camp. Des camps auxquels se rallient les nantis locaux, au gré de la fortune des armes et de leurs intérêts bien compris. Ainsi Akhmetov, l'homme le plus riche du pays, dont les entreprises sur lesquelles il a fait main basse emploient des centaines de milliers de travailleurs. Favori du régime précédent, il lui avait tourné le dos pour soutenir, comme d'autres oligarques, le pouvoir sorti du Maïdan. Puis, il avait financé les instigateurs d'une République de Donetsk n'ayant de populaire que le nom, avant de tourner casaque à nouveau devant la progression des troupes de Kiev.

Pointant la situation catastrophique des populations du Donbass, le Kremlin a annoncé le 12 août qu'il allait envoyer un convoi humanitaire, sous l'égide de la Croix-Rouge. Les soutiens occidentaux de Kiev le laisseront-ils passer, eux qui ont dénoncé par avance toute aide russe comme une intervention militaire déguisée? En tout cas, ils parlent là en experts. Combien d'opérations militaires l'Amérique, la France, etc.

ont-elles accompagnées d'une prétendue aide humanitaire?

En Ukraine, dans un camp comme dans l'autre, les travailleurs se trouvent sous la botte des militaires, des paramilitaires, tandis que les affairistes locaux et étrangers s'efforcent de faire des affaires. Cela sur le dos de la population, qu'elle soit russophone ou ukrainophone, et avec la bénédiction des grandes puissances.

Pierre LAFFITTE



Nationalistes ukrainiens: militaire du bataillon des forces spéciales « Donbass ».

## • Russie

# L'embargo des uns, et... des autres

**En réplique aux sanctions prises contre Moscou par les États-Unis, le Canada, l'Union européenne, l'Australie, la Norvège, etc., à l'occasion du conflit en Ukraine, le gouvernement russe vient de placer sous embargo, pour un an, les importations de viande, poisson, produits laitiers, fruits et légumes venant de pays qui ont décidé ces sanctions.**

Aussitôt les exportateurs de porc canadiens ont attaqué la décision devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Même chose pour les sociétés américaines exportant du poulet en Russie. Les producteurs de pommes polonaises ont manifesté devant l'ambassade russe à Varsovie. Le patronat français de l'agroalimentaire, lui, s'est précipité à l'Élysée pour demander à Hollande de le

soutenir à Bruxelles et auprès de l'OMC. Et toute la presse d'ici de faire chorus.

Le fait que la Russie absorbe 10% des exportations agricoles européennes, mais seulement 1% de celles des États-Unis, souligne une des raisons des réticences des États européens à adopter des sanctions à l'encontre de Moscou. Les liens d'affaires étant plus développés avec la Russie que ne le sont

ceux de leurs homologues américains, les capitalistes d'Europe n'apprécient guère que des considérations de « politique internationale » affectent leur commerce, donc leurs profits.

Il a suffi que Moscou évoque l'interdiction du survol de la Sibérie pour les avions de pays sanctionnant la Russie, pour que le cours en Bourse des compagnies concernées chute. Chaque jour, en effet, de nombreux vols reliant les capitales européennes à Pékin, Tokyo, Séoul, etc., passent par la Sibérie. Privées de la possibilité d'emprunter cette voie, les compagnies européennes devraient suivre des routes plus longues,



Nationalistes russes: « Debout le Donbass ! », avec un soldat russe, un preux de la Sainte Russie et des Berkouts (CRS de Ianoukovitch).

à proximité de pays hostiles ou en guerre: d'où des dépenses plus élevées en kérosène et en assurances.

Même si la Russie n'a pour l'heure interdit l'importation ni de vins et alcools, ni de toute une série de produits dont elle ne pourrait se passer, ses mesures ont provoqué un tollé en Occident.

Qu'un embargo bride, même un peu, les profits de « nos » entreprises, pas question. Mais que l'embargo des États-Unis étrangle depuis un demi-siècle la population pauvre de Cuba qui leur tient tête; qu'Israël bloque périodiquement tout ou partie des importations à destination d'une Palestine qu'il opprime; que les grandes puissances, dont la France, aient infligé à l'Irak de Saddam Hussein un embargo qui fit des centaines de milliers de morts – ce serait la marque de la civilisation et de la démocratie. Ne serait-ce pas plutôt la loi du plus fort telle que la conçoivent les puissances impérialistes?

P. L.

P. L.

## Le coût de l'embargo

**En présentant son embargo sur les produits alimentaires occidentaux, le Premier ministre russe l'a justifié comme du protectionnisme qui stimulera la production agricole nationale. Quelle blague!**

Medvedev et Poutine roulent des muscles pour masquer que le conflit ukrainien se traduit par un recul de l'influence russe et que le Kremlin n'y peut pas grand-chose. Sauf tenter de faire croire au pays qu'il a les moyens d'une politique de grande puissance. De toute façon, hormis les couches sociales aisées des grands centres, la population ne voit guère des produits

importés de qualité et n'a pas les moyens de les acheter. Quant à produire de quoi les remplacer sur place, ce n'est pas crédible.

Depuis la disparition de l'Union soviétique, sauf exceptions, l'agroalimentaire a été abandonné aux groupes étrangers. Et une partie de la bureaucratie s'y retrouvait, en négociant pots-de-vin et postes avec les importateurs

occidentaux. Quant au soutien public à l'agriculture, selon le président de l'Association des producteurs agricoles de Russie, il est des dizaines de fois moindre qu'aux États-Unis et même qu'en Suisse. Résultat, « la Russie a une production agricole environ 30% inférieure à ce qu'elle était » du temps de l'URSS.

Alors que les prix s'envolent (en quatre mois, 20% sur le porc, 15% sur le lait, 12% sur la volaille, etc.), que l'économie manque de capitaux – la guerre en Ukraine a accéléré leur fuite à l'étranger –, le

pouvoir cherche des prétextes patriotiques pour mettre la population à la diète. Porteparole officieux du Kremlin, l'Église orthodoxe dit que l'embargo favorisera l'élévation spirituelle de qui « cessera de courir après les standards occidentaux de consommation » et « apprendra à mesurer » ses besoins.

C'est clair: l'embargo, des producteurs agricoles étrangers en feront peut-être les frais, mais pas tant que les travailleurs de Russie.